



Corriere Della Sera

Consultation européenne : Vers une nouvelle stratégie de souveraineté économique et industrielle ?



La Commission européenne s’apprête à organiser, ce mardi 8 octobre, une consultation déterminante pour l’avenir de l’autonomie stratégique de l’Europe. Au centre des débats : la question de la compétitivité économique, de l’industrie de défense et de la coopération sur le marché commun. Cette consultation est décisive dans un contexte international complexe, marqué par les tensions géopolitiques à l’Est et les défis économiques liés à la transition écologique et numérique.

Une autonomie stratégique au cœur des discussions

Le “Rapport Draghi” est l’un des documents de référence de cette consultation. Il pointe du doigt les faiblesses structurelles de l’économie européenne, ainsi que ses opportunités. Il propose de renforcer l’innovation, la recherche et les investissements dans les technologies vertes et numériques, afin de réduire la dépendance de l’union aux États-Unis et à la Chine. Cette vision est nécessaire pour que l’Europe puisse prétendre à un rôle de leader dans les industries stratégiques de demain, qu’il s’agisse de l’intelligence artificielle, de la 5G, ou des énergies renouvelables.

Une industrie de défense morcelée

Par ailleurs, le rapport sur l’industrie de défense souligne que l’Europe reste concernée par un manque de cohésion. Les Etats membres continuent de développer des systèmes d’armement indépendants et fragmentés, et l’utilisation de technologies étrangères dans leurs équipements

soulève des questions en matière de souveraineté. Une question centrale se pose alors : comment développer une politique européenne de défense commune alors que les intérêts des différents membres divergent souvent ?

La consultation prévoit alors de discuter des moyens pour créer un marché commun de la défense, notamment par le biais de financements partagés appelés euro-obligations, et d'une meilleure coordination des achats d'équipements. Ces propositions devront surmonter la réticence de certains Etats membres à abandonner leur souveraineté en matière de défense et d'armement.

Le marché commun ou le dilemme de la coopération

Le "Rapport Letta", lui, souligne le renforcement du marché commun européen. Pour garantir la résistance des chaînes d'approvisionnement, le rapport appelle à des politiques de concurrence plus légères, pour permettre aux entreprises de l'union de se consolider et de rivaliser avec les trusts internationaux. Cependant, ce renforcement du marché commun nécessite une adaptation des règles de gouvernance économique, ainsi qu'une coordination étroite entre les politiques publiques nationales et européennes.

Une Europe vraiment plus forte ?

La consultation du Mardi 8 octobre sera donc l'occasion pour les décideurs européens d'échanger sur ces questions fondamentales de défense et de poser les bases d'un projet européen plus robuste. Les trois rapports nous offrent une certaine vision, peut être idéaliste, de l'Europe de demain, mais leur mise en œuvre nécessitera des compromis et une volonté politique sans faille de tous les acteurs de l'union européenne.